

TIME BANKS IN THE UK: BUILDING SUSTAINABLE COMMUNITIES

Gill Seyfang¹

1. Introduction²

5 Le défi consistant à créer des communautés viables (« *sustainable communities* »)³ est identifié comme étant une priorité centrale de « Securing the Future », la stratégie du gouvernement britannique pour le développement durable (DEFRA⁴, 2005). John Prescott, l'adjoint au Premier Ministre⁵, affirme que « *la création de communautés viables implique la mise en pratique du développement durable. Les communautés viables doivent combiner*

1 Chercheure en consommation soutenable, Centre for Social and Economic Research on the Global Environment (CSERGE), University of East Anglia, Norwich. Contact e-mail : g.seyfang@uea.ac.uk

2 Cette étude a été financée par l'Economic and Social Research Council (R000223453) – auquel l'auteure tient ici à exprimer ses remerciements – en tant que partie du « Programme on Environmental Decision-Making » du CSERGE.

3 NdE : la traduction française de l'anglais « *sustainable* » est souvent difficile. Dans ce texte, le terme apparaît dans quatre expressions. La première d'entre elles est, en logique, « *sustainable development* », qui fonde les autres. La traduction française consacrée, « *développement durable* », a été utilisée ici. Cette expression est volontiers définie comme le croisement d'une dimension économique, environnementale et sociale ou sociétale (selon l'AFNOR). « *Sustainable consumption* » a été traduit ici par « *consommation soutenable* » et « *sustainable communities* » par « *communautés viables* ». Un artifice de traduction a été trouvé pour la dernière expression, « *sustainable livelihoods* ». De même, la traduction française de l'anglais « *community* » pose problème : on retiendra ici le terme « communauté », sachant qu'il faut l'entendre au sens de « communauté de voisinage », c'est-à-dire comme l'ensemble des personnes qui vivent dans un même quartier, ce territoire servant de base aux politiques publiques urbaines dans le cadre des aides au développement. Cependant, concernant la traduction de l'expression « *community currencies* » rendu par « monnaies communautaires », l'adjectif retrouve là un sens plus politique et proche de l'acception française classique de « communauté », à savoir un groupement fondé sur des bases politiques, socio-économiques et culturelles, renvoyant à un choix d'adhésion ou à un sentiment d'appartenance.

4 DEFRA : Department for Environment, Food and Rural Affairs.

5 NdT : le poste d'adjoint au Premier Ministre ou de vice-Premier Ministre (*Deputy Prime Minister*) du Royaume-Uni n'existe pas systématiquement. Contrairement aux postes analogues dans d'autres pays, l'adjoint au Premier Ministre n'a pas les pouvoirs du Premier Ministre en l'absence de ce dernier et n'est pas supposé assurer une quelconque succession. Dans de nombreux cas, ce poste est attribué à titre honorifique à un membre émérite du parti.

l'inclusion sociale, des logements, des emplois, des services, des infrastructures et le respect de l'environnement dans le but de créer des lieux où les gens souhaiteraient vivre et travailler aujourd'hui et dans l'avenir » (ibid., cité p. 120). Les éléments principaux de cet objectif étant la lutte contre l'exclusion sociale et la constitution d'un engagement de voisinage, il existe un besoin urgent d'outils et d'initiatives permettant de les réaliser.

Les monnaies communautaires (« *community currencies* ») constituent une innovation populaire visant à atteindre ces objectifs. Il s'agit d'initiatives qui développent et utilisent un moyen alternatif d'échange, permettant aux personnes d'échanger des biens et des services sans l'utilisation de la monnaie manuelle. Une gamme de monnaies communautaires existe à travers le monde, chacune conçue de manière particulière pour atteindre un objectif particulier. Par exemple, les cartes de fidélité « points verts » du programme pilote « Nu-Spaarpas » de Rotterdam encouragent la consommation soutenable et le recyclage (Van Sambeek et Kampers, 2004)⁶ tandis que les billets de monnaie locale Ithaca hour visent à relancer les entreprises locales et à renforcer l'économie locale (Douthwaite, 1996)⁷. Les mouvements de la « nouvelle économie » (« *new economics* »⁸) et des Verts appuient activement les monnaies communautaires comme outils de renforcement des économies locales tout en réactivant le capital social et la participation communautaire ainsi qu'en promouvant le développement durable (Douthwaite, 1996 ; Boyle, 1999). Cet article présente des données empiriques nouvelles qui permettent d'évaluer une initiative novatrice de monnaie communautaire – les banques de temps (« *time banks* ») – conçue comme outil d'inclusion sociale et donc de communautés viables au Royaume-Uni. L'exclusion sociale est définie ici comme la dénégation ou l'incapacité d'exercer des droits de citoyenneté sociaux, économiques et politiques.

Les banques de temps ont été inventées au milieu des années 80 par Edgar Cahn en vue de répondre à l'érosion des réseaux sociaux et du soutien informel de voisinage qui, selon Cahn, constituent les fondements de la société (Cahn et Rowe, 1998). L'idée fut importée au Royaume-Uni en 1996 et la première banque de temps britannique a été établie à Gloucester en 1998 sous le nom de Fair Shares. En 2002, un recensement national des coordinateurs de banques de temps du Royaume-Uni a révélé qu'il existait trente-six banques de temps actives avec pour chacune soixante et un participants en moyenne (Seyfang et Smith, 2002). Depuis, l'idée a fait son chemin et l'on dénombrait soixante-dix banques de temps actives en 2005 à travers le pays ainsi que soixante-dix autres en cours de constitution. Cela correspond à environ quatre mille participants ayant échangé quelque 210 000 heures (Time Banks UK, 2005). Les banques de temps ont récemment été reconnues par le gouvernement britannique comme un outil de construction des capacités communautaires et d'amélioration des quartiers (Department of Health, 2005).

6 Consulter aussi le site <http://www.nuspaarpas.nl>. NdE : le programme pilote a démarré en mai 2002 et s'est achevé en janvier 2004.

7 Pour des renseignements et des ressources sur les monnaies complémentaires à travers le monde, consulter aussi le site <http://www.complementarycurrency.org>.

8 NdE : cette idée fait en particulier référence à un mouvement développé autour de la *New Economics Foundation*, créée en 1986 à Londres à la suite de la tenue d'un contre-sommet TOES (*The Other Economic Summit*) au sommet du G7, par ses organisateurs. Voir <http://www.neweconomics.org>

Les banques de temps visent à aider les personnes à « consacrer du temps à la construction de la communauté » grâce à un mécanisme permettant aux membres d'échanger du temps et de l'entraide par l'entremise d'un « courtier de temps » (« *time broker* ») faisant correspondre les besoins et les compétences des membres afin de produire un programme de « volontariat réciproque ». L'unité de compte dans une banque de temps est l'« heure » et le temps de chacun est valorisé de la même manière, ce qui renvoie un message important d'égalité et de reconnaissance aux participants, souvent à la marge de l'économie conventionnelle – chômeurs, ménages à faible revenu, retraités, etc. Lorsqu'un membre d'une banque de temps rend un service, son compte est crédité en « heures », en fonction du temps consacré. Ces crédits peuvent ensuite être utilisés de diverses manières : en paiement d'un service rendu par un autre membre, en donation à un membre moins capable, en les épargnant et les échangeant contre les services de formation ou contre des biens comme des ordinateurs remis à neuf (ou encore, aux États-Unis, en achetant des aliments et des produits domestiques ordinaires ou en payant une consultation auprès d'un médecin).

Puisque la banque de temps enregistre les crédits et les débits dans les comptes des membres, les échanges ne sont pas limités à une relation bilatérale mais peuvent au contraire être multilatéraux et intéresser l'ensemble des membres. Les services échangés comprennent typiquement la compagnie, la conduite, l'écoute téléphonique, le partage des savoir-faire, les petites réparations domestiques, le jardinage, la promenade du chien, etc. Ainsi, les participants sont-ils en mesure de subvenir à certains de leurs besoins (sans avoir à dépenser de l'argent) tout en commençant à se considérer comme des fournisseurs de services utiles à la communauté, ce qui fait gagner en amour-propre et en confiance. À son tour, ceci encourage la formation de réseaux d'amitié et de soutien dans les quartiers, ce qui produit des bénéfices en termes de santé et de bien-être et peut aboutir à une plus grande participation dans l'organisation de la communauté en général, autrement dit, à une plus grande participation à la vie civique locale. Cependant, plutôt que de se concentrer sur les réseaux et les communautés existants, les banques de temps cherchent à établir des passerelles entre des communautés diverses, rapprochant des personnes de groupes sociaux différents et créant un capital social entre groupes disparates. Plus particulièrement, les banques de temps cherchent à inclure des personnes qui ne participeraient normalement pas au volontariat communautaire – et les bénéfices de la participation sont d'un intérêt essentiel pour les personnes socialement exclues (Cahn, 2000). En outre, les banques de temps visent à permettre aux personnes de travailler selon des règles différentes de celles de l'économie conventionnelle, redéfinissant ce qui est considéré comme ayant de la valeur et proposant des opportunités de relations d'échange plus équitables en termes de genre et de classe (Burns, 2000).

Les études existantes sur les banques de temps sont focalisées sur la capacité de celles-ci à promouvoir des améliorations dans la qualité de vie et la santé (Gimeno, 2001 ; Burns et Smith, 2004) ainsi que sur leur utilité en tant qu'outil de la lutte contre l'exclusion sociale (Seyfang, 2002, 2003, 2004). La présente étude propose des données et des analyses nouvelles relativement à la connaissance existante. La section suivante expose le cadre

théorique permettant de comprendre l'exclusion sociale et la méthodologie de recherche fondée sur celui-ci. Cette méthodologie est appliquée à une étude de cas d'une banque de temps dans le but d'évaluer l'impact en termes de promotion de l'inclusion sociale. Nous en présentons les résultats. Enfin, les implications de ceux-ci en termes de recherche et de politique seront discutées.

2. Enquêter sur les résultats en termes d'inclusion sociale

L'« exclusion sociale » est devenue le thème dominant du discours politique sur la perte de lien social, la pauvreté et la restructuration en Europe occidentale. Largement adopté, le terme est devenu un fourre-tout englobant la pauvreté, le chômage, la perte de droits, la marginalisation, la ghettoïsation, etc. – une sorte de condensé des problèmes sociaux et économiques ayant accompagné la période de restructuration industrielle des années 80 et 90 (Room *et al.*, 1992). Dans le même temps, le terme est devenu un raccourci, au Royaume-Uni en particulier, pour désigner les conditions sociales résultant avant tout d'un manque d'engagement sur le marché formel de l'emploi (Social Exclusion Unit [SEU], 2001). L'exclusion sociale, telle que la comprend la Commission européenne, est fondée sur un modèle de société dans laquelle les inégalités structurelles sont améliorées par une citoyenneté effective et active et la conception de la citoyenneté en vigueur – comprenant des droits civiques, politiques et sociaux permettant une pleine et égale participation au sein de la communauté – et correspond à la conception de Thomas H. Marshall. Les droits civiques font référence à l'égalité juridique fondamentale – liberté d'expression, droits de propriété privée et droit de réclamer justice auprès des tribunaux. Les droits politiques comprennent le droit d'influencer les décisions qui nous affectent – à travers le gouvernement, local et national, ainsi qu'à travers d'autres associations locales. Les droits sociaux renvoient à la citoyenneté sociale qui inclut de nos jours ce que l'on appelle la citoyenneté économique – comme le notait Marshall : « *Par élément social, j'entends l'éventail allant du droit au minimum de bien-être économique et de sécurité sociale au droit de jouir pleinement de l'héritage social et de vivre la vie d'un être civilisé selon les standards prévalant dans la société* » (Marshall, 1950, p. 11). L'exclusion sociale est définie comme la dénégaration ou l'incapacité d'exercer ces droits. Cette interprétation est de plus en plus sous-jacente au discours de la Commission européenne, comme le démontre son rapport sur l'exclusion sociale de 1992 : « *Nous définissons l'exclusion sociale avant tout en relation avec les droits sociaux des citoyens.* » (cité par Room *et al.*, 1992, p. 14).

La déclaration de valeurs de Time Banks UK (2001) est fondée sur celles proposées par Edgar Cahn (2000) et comprend : l'appréciation mutuelle ; la valorisation de ce qui est important ; l'interdépendance ; la liaison entre personnes ; une économie fondée sur la compassion ; l'ouverture. Chacun de ces divers objectifs des banques de temps s'inscrit dans le champ de la citoyenneté économique, sociale ou politique (la citoyenneté civique est considérée comme une donnée pour les citoyens britanniques) dans l'esprit évoqué ci-

dessus. Aussi, pouvons-nous considérer que les banques de temps constituent un outil dans la lutte contre l'exclusion sociale et dans la promotion de l'engagement civique de par leur forte relation avec chaque facette de la citoyenneté. Ceci forme la base de la méthodologie d'évaluation proposée dans le tableau 1.

5 La banque de temps est une initiative fondée sur des valeurs visant à faire apparaître les bénéfiques en termes de bien-être économique, social, personnel, éthique et communautaire. L'évaluation de tels impacts nécessite une large variété d'indicateurs ainsi qu'une conception étendue du « bien-être » conventionnellement employée dans l'évaluation des
10 des indicateurs primaires du succès). Au Royaume-Uni, une littérature importante analysant systématiquement les impacts multidimensionnels de ces types se développe et est en passe de gagner en importance dans les milieux politiques principalement en relation avec le développement d'indicateurs sociaux participatifs pour des communautés viables (MacGillivray *et al.*, 1998 ; Walker *et al.*, 2000) permettant d'en guider l'évaluation.

15 Dans le contexte de la banque de temps, les indicateurs de la citoyenneté économique sont la capacité de s'engager dans l'activité productive, d'en percevoir la récompense ainsi que la capacité d'épargner pour l'avenir, de subvenir à ses besoins et de construire des liens avec l'emploi formel et la formation. La citoyenneté sociale implique des réseaux sociaux de confiance et de réciprocité grandissants, des passerelles entre les communautés et les
20 générations et la valorisation de l'amour-propre. La citoyenneté politique repose sur la participation aux forums de prise de décision locale, aux associations et aux organisations ainsi que sur la capacité de redéfinir les structures sociales et les institutions. Chacun de ces niveaux de citoyenneté est lié à un ou plusieurs thèmes secondaires pour lesquels des données peuvent être collectées afin de confirmer ou réfuter l'hypothèse selon laquelle les
25 banques de temps permettent aux personnes d'exercer une citoyenneté effective – et donc de promouvoir l'inclusion sociale.

La réalisation de l'étude de cas a pris plusieurs formes étroitement reliées : visites de sites, entretiens avec les organisateurs ; analyse des registres des échanges ; entretiens semi-directifs ou entretiens collectifs avec des membres afin d'estimer leur perception quant à
30 leurs activités au sein de la banque de temps. Deux entretiens collectifs ont eu lieu, avec une répartition par genre, auxquels ont assisté respectivement six hommes et vingt femmes. Les deux groupes étaient principalement constitués de personnes âgées. Une enquête postale a également été effectuée auprès des membres de la banque de temps étudiée, avec un taux de réponse de 21 %, un chiffre comparable à celui d'autres études analogues. Pour des raisons
35 de temps et de contraintes financières, l'étude repose non pas sur un suivi dans le temps des participants mais sur une « photo » de leur expérience à travers une interrogation rétrospective sur ce qu'ils pensent que les banques de temps ont apporté à leur vie.

La méthodologie d'enquête, employée ici dans le but d'évaluer l'impact de la participation à une banque de temps en termes d'inclusion sociale, est qualitative. En
40 conséquence, elle est « interprétativiste », étant entendu par là qu'elle s'intéresse à comment les acteurs sociaux vivent, perçoivent et interprètent le monde ; elle utilise des techniques

5 fines de collecte de données répondant aux contextes sociaux de manière à ce que les sujets de l'étude soient étudiés dans leurs milieux sociaux naturels plutôt que dans des conditions de laboratoire standardisées ; et l'analyse vise à produire des explications riches, holistiques et détaillées des réalités sociales complexes (Mason, 1996). C'est pourquoi l'étude emploie une combinaison de méthodes extensives et intensives permettant une triangulation des données et donc une validité plus élevée, plus une production de données pouvant aisément être comparées avec d'autres situations de manière à en établir la portée générale (Sayer, 1992, p. 243).

10 Le processus de recherche est guidé par les principes d'une recherche-action fondée sur la communauté (« *community-based action research* ») qui visent à démocratiser et à rendre transparent le processus de recherche, réduisant les barrières hiérarchiques entre le chercheur et le sujet, pour faire de la recherche une démarche consensuelle, responsabilisante, non manipulatrice et socialement progressiste (Stringer, 1996). Ces principes font du chercheur une ressource pratique pour les groupes étudiés qui va, 15 réciproquement, pour l'aide obtenue, fournir de l'information sous une forme utile (leurs permettant alors d'agir de manière à résoudre leurs difficultés spécifiques) et faire de l'échange un processus permettant une collecte continue de réactions. Bien que le processus de recherche ait débuté avec un certain nombre d'objectifs et de constructions théoriques définis, il a permis la flexibilité et l'inclusion d'objectifs supplémentaires qui sont apparus 20 au fur et à mesure de l'enquête. En d'autres termes, la présence du chercheur a modifié le champ d'étude et ceci a été perçu comme un résultat positif plutôt que comme un effet secondaire négatif (Stanley et Wise, 1993).

Tableau 1. Indicateurs de l'impact d'inclusion sociale sur les participants

	Objectif	Indicateur
Citoyenneté économique	- capacité et possibilité de percevoir un revenu, reconnaissance du travail productif	- don réussi de temps <i>via</i> la banque de temps - découverte de nouvelles possibilités de dons de temps donnant lieu à de la reconnaissance - acquisition ou amélioration des savoir-faire et des expériences - conscience de sa capacité à contribuer de manière utile à la société
	- capacité et possibilité d'épargner pour l'avenir	- personnes épargnant leurs crédits de temps pour des utilisations futures
	- capacité et possibilité de subvenir à ses besoins	- réception réussie de temps et d'aide <i>via</i> la banque de temps - découverte de nouvelles possibilités de réception de temps et d'aide
	- liens accrus avec l'économie formelle (emploi et formation)	- utilisation de compétences ou d'expériences acquises dans la banque de temps pour accéder à l'emploi formel ou à la formation - obtention de liens directs avec les fournisseurs de la formation
Citoyenneté sociale	- réseaux sociaux grandissants : confiance et réciprocité	- surcroît de contact social avec d'autres au sein de la communauté - don et réception à la fois : double interaction au sein de la communauté - déclaration par les participants d'un surcroît de sources de soutien et d'échanges en cours - accès à plus de sources de conseil et de soutien, de services locaux, etc. - sentiment d'être utile, d'avoir une contribution à apporter à la société - amélioration du quartier
	- passerelles entre communautés et générations	- rapprochement entre différents groupes sociaux, temps passé avec des personnes de milieux ou d'âges différents qu'on apprend à connaître (extension du capital social) - rapprochement entre membres de mêmes groupes sociaux (intensification du capital social)
	- amitiés grandissantes dans la zone	- déclaration par les participants de nouvelles amitiés faites grâce à la banque de temps (amitiés fortes ? liens forts ou faibles ?)
	- constitution d'un amour-propre	- confiance en soi grandissante - sens accru d'efficacité personnelle, capacité de planifier l'avenir
Citoyenneté politique	- engagement accru dans la démocratie locale, les associations et autres organisations	- participation accrue dans d'autres organisations civiques, dans la vie de la communauté (par ex. : conseil paroissial, conseil scolaire, organisations de bénévolat, etc.) - sens accru d'efficacité et de contrôle
	- redéfinition des structures sociales et des institutions selon des valeurs différentes	- égalité entre les sexes accrue – redéfinition du « travail de valeur » et récompense du travail habituellement non reconnu et non payé - formation de groupes avec d'autres partageant les mêmes valeurs

3. Une évaluation de Stonehouse Fair Shares

Stonehouse Time Bank (connu sous le nom de « Fair Shares », FS, que l'on peut traduire par « parts égales ») fut la première banque de temps établie au Royaume-Uni, dans le Gloucestershire, en 1998 (par Fair Shares, une organisation charitable). Lorsque l'étude a été entreprise, elle comptait, après quatre ans d'existence, cent deux participants (dont certains représentaient des organisations). À l'origine, elle était centrée avant tout sur quelques programmes de foyers d'hébergement ciblant les personnes âgées et handicapées. Plus récemment, toutefois, un besoin d'élargissement de l'échantillon des participants s'est fait sentir et le recrutement de plus de jeunes est en cours. En plus des membres individuels, un certain nombre de groupes ont rejoint FS, parmi lesquels un collège local (dont l'engagement auprès de FS fait partie du cursus national de citoyenneté⁹), le Neighbourhood Project local¹⁰, une maison de repos, une école maternelle et, plus récemment, Age Concern¹¹. Ces groupes donnent la possibilité à leurs membres de participer à FS au nom de l'organisation et permettent le partage de ressources entre différentes parties de la communauté. Par exemple, FS facilite le travail environnemental de l'école, travaillant avec le Tree Council (une institution caritative agréée promouvant la plantation et la conservation d'arbres dans la ville et la campagne) et le Neighbourhood Project local (qui offre des services d'information et de conseil sur des questions liées à la communauté, à la formation, à l'éducation, aux allocations, au logement, etc., ainsi que des services de santé, des classes d'exercices d'entraînement et des services pour les jeunes).

Étant donné son histoire, il n'est guère surprenant que la composition des membres soit lourdement biaisée vers les personnes âgées : 60 % sont à l'âge de la retraite ou plus et un bon nombre de participants est octogénaire et nonagénaire. De plus, le profil démographique dressé dans le tableau 2 montre que les participants à FS proviennent largement de groupes socialement exclus. La grande majorité (70 %) des membres de FS n'ont pas d'emploi rémunéré et un quart (25 %) des participants disposent d'un revenu hebdomadaire brut de moins de 100 livres sterling (GBP)¹², cette dernière statistique devant être rapportée aux 11 % de la population de la région Sud-Ouest qui sont dans le même cas (ONS, Office of National Statistics, 2000). Un tiers des participants à FS (33 %) ont des maladies de longue

9 NdT : introduit en septembre 2002, le cursus national de citoyenneté (National Curriculum on Citizenship), enseignement obligatoire pour les 11-16 ans, est l'équivalent britannique de l'éducation civique enseignée au collège en France. Des projets pilotes d'enseignement au-delà de 16 ans ont été entrepris dans divers établissements durant l'année scolaire 2004-2005, donnant lieu à une évaluation très positive.

10 NdT : les Neighbourhood Projects (« projets de quartier ») sont les manifestations locales du programme du Neighbourhood Renewal Unit (NRU) du gouvernement britannique, établi en 2001 et visant à rénover quatre-vingt-huit quartiers difficiles ; consulter le site <http://www.neighbourhood.gov.uk>.

11 NdT : Age Concern est une fédération d'environ quatre cents institutions caritatives indépendantes travaillant localement, régionalement et nationalement avec et pour des personnes âgées.

12 NdT : au début 2006, ceci représente environ 145 euros par semaine, soit environ 7 565 euros annuels.

durée incapacitantes et 17 % sont considérés comme invalides. Bien que le niveau d'études des membres de FS soit supérieur à la moyenne, l'on constate également une surreprésentation de membres sans aucune qualification (38 %), si on la compare aux 31 % de la population de la région (ONS, 1998).

5 Les membres de FS avaient moins de réseaux informels de soutien que la moyenne. Interrogés quant à l'aide normalement octroyée et reçue, 53 % ont affirmé qu'ils avaient fourni de l'aide volontaire informelle à d'autres (c'est-à-dire, ne passant pas par une organisation), contre 74 % de la population globale. De même, 47 % ont bénéficié d'assistance volontaire informelle (contre 74 % du public) (Davis-Smith, 1998). Ces chiffres
10 indiquent un manque prononcé d'engagement quant aux possibilités d'aide informelle. De fait, l'on constate que Stonehouse Fair Shares a attiré de manière disproportionnée des groupes socialement exclus. Mais quels ont été les résultats en termes d'atteinte de ses objectifs d'inclusion sociale ?

15 Les participants à FS avaient motifs pour rejoindre le projet. Le principal parmi ceux-ci est le désir d'aider les autres (75 % des personnes interrogées ont avancé cette raison), suivi de la volonté d'implication au sein de la communauté locale (55 %). Parmi les personnes interrogées, 35 % ont affirmé vouloir obtenir de l'aide, améliorer le quartier et rencontrer des gens et 70 % ont indiqué que les crédits de temps leur étaient importants ou très importants. Les trois quarts des personnes interrogées (76 %) avaient le sentiment que FS
20 les avait aidé à atteindre leurs objectifs et 63 % ont dit que leur expérience auprès de la banque de temps avait été bénéfique (32 % ont estimé qu'elle avait été ni bonne ni mauvaise).

Tableau 2. Caractéristiques des membres de Stonehouse Fair Shares

	FS	Population de référence
Âge de la retraite ou plus	60 %	21,7 % ^a
Emploi non rémunéré	70 %	51,3 % ^b
Retraité	55 %	19,1 % ^b
Femme	80 %	52,3 % ^b
Revenu du foyer < 100 GBP/semaine	25 %	11 % ^c
Revenu du foyer < 249 GBP/semaine	68,8 %	38 % ^c
Maladie de longue durée incapacitante	33,3 %	12,7% ^d
Titulaire d'une carte d'invalidité	16,7 %	
Sans qualification	38,1 %	31 % ^e
Diplômé d'enseignement supérieur	28,5 %	13 % ^e

a : région Sud-Ouest (Office of Population Censuses and Surveys [OPCS], 1994).

b : ensemble de la population britannique (OPCS, 1993b).

c : région Sud-Ouest (National Statistics, 2000).

d : ensemble de la population britannique (ONS, 1998).

e : région Sud-Ouest (OPCS, 1993a).

3.1. Citoyenneté économique

Donner et recevoir du temps est peut-être l'aspect le plus évident de la banque de temps, relié directement à la citoyenneté économique. Depuis la démarrage du projet, les participants ont donné en moyenne un total de 21,1 heures, correspondant à 2 150 heures échangées au total, bien que l'activité de la banque de temps ait été relativement lente : selon le coordinateur, la majorité des participants (60 %) ne dépense ou ne gagne des heures que trois ou quatre fois par an. Presque la moitié des personnes interrogées (47 %) avaient réussi à utiliser FS pour solliciter et recevoir de l'aide et 42 % avaient appris l'existence d'autres sources de soutien dans leur communauté. Un tiers (32 %) avait le sentiment que la participation à FS avait amélioré leur qualité de vie alors que 21 % ont affirmé avoir l'impression de mieux contrôler leur vie. En outre, divers autres bénéfices instrumentaux ont été perçus par les membres. Pour 16 %, FS les a aidé à planifier l'avenir et 11 % ont estimé avoir développé des compétences grâce au projet.

Le bénéfice le plus souvent cité de la participation à FS était la possibilité de rendre service à d'autres personnes (cité par 73,7 % des personnes interrogées). À ceci était associé le sentiment, d'une part, d'être utile – surtout pour les retraités – et demandé par d'autres et, d'autre part, de pouvoir offrir quelque chose à la société (signalé par 52,6 % et 57,9 % respectivement), ce qui indique un niveau de réussite élevé pour cet objectif. Les participants aux entretiens collectifs masculins tenaient particulièrement à offrir un service utile (par exemple : « *Maintenant que je suis à la retraite, j'ai pensé me rendre utile pour quelqu'un...* ») tandis que les femmes s'enthousiasmaient autant à l'idée de recevoir de l'aide. Un participant note ainsi :

« *On se sent bien en faisant quelque chose de productif pour son propre compte et pour les autres. Si j'ai quelque chose à ma disposition (savoir-faire ou accessoire) qui peut être partagé avec quelqu'un d'autre (et vice versa), le sentiment de « bien-être » est immense. »* Ce à quoi le coordinateur remarque : « *Fair Shares fournit du « travail » et de la compagnie à quelques-uns des membres les plus âgés de Stonehouse. Depuis le décès de sa femme, un monsieur très âgé fournit du travail de jardinage et conduit des gens en voiture en contrepartie de la publication de ses mémoires. »*

De plus, la banque de temps a créé de nouvelles possibilités d'échange de services. Priés de fournir des exemples de leurs activités créatrices de crédit en heures et d'expliquer ce qu'ils auraient fait en l'absence du programme, dans la moitié des cas (50 %), les participants ont affirmé qu'ils auraient rendu le même service en tant que faveur et, dans 15 % des cas, qu'ils l'auraient fait en tant que volontaires formels. Dans ces cas, FS n'augmente pas la quantité de soutien disponible mais récompense le travail effectué en donnant quelque chose de valeur en retour. Toutefois, dans un quart des cas (27 %), les participants ont souligné qu'ils n'auraient pas effectué le travail en question – ici, FS a facilité la prestation de services qui n'auraient pas eu lieu en son absence.

Il s'avère que la banque de temps est parvenue à mobiliser des sources de soutien supplémentaires pour ceux qui sont dans le besoin. Lorsque les participants à FS ont été

interrogés à propos des services qu'ils avaient reçus et de ce qu'ils auraient fait si FS n'avait pas existé, ils ont rapporté que pour plus d'un tiers des services reçus (38 %) ils n'auraient pas eu d'aide du tout. Pour un quart des exemples donnés (24 %), les participants auraient demandé le service à un ami ou un voisin sous forme de faveur et pour 5 %, ils se seraient tournés vers une organisation de volontaires formelle. Néanmoins, dans un tiers des cas (33 %), ils ont affirmé qu'ils auraient payé quelqu'un pour le travail. Étant donné les faibles revenus des participants à Stonehouse Fair Shares, le fait de pouvoir épargner de l'argent en ayant recours aux crédits de temps de FS pour l'achat de services qui leur auraient coûté un argent difficile à obtenir est important et 21 % des personnes interrogées ont cité cet avantage. Ainsi, par exemple, le coordinateur a-t-il décrit l'une des relations :

« Une ancienne professeure de musique ayant dû prendre sa retraite à cause de la maladie de Parkinson avait besoin d'aide pour le jardinage. En retour, elle joue du piano aux réunions de prières en chansons une fois par mois à Hazelwood. La femme qui lui fournit le service de jardinage reçoit aujourd'hui des leçons de piano, quelque chose qu'elle n'aurait pas pu s'offrir en temps normal. »

3.2. Citoyenneté sociale

Le développement de la citoyenneté sociale constitue une motivation majeure pour les participants : plus du tiers des membres de FS le sont devenus parce qu'ils souhaitaient rencontrer des personnes et se faire des amis et ceci s'avère être le deuxième bénéfice de la participation le plus cité. Plus de deux tiers des personnes interrogées (68 %) ont affirmé qu'ils ont fait beaucoup plus de connaissances parmi les locaux grâce au projet et plus de la moitié (53 %) ont estimé avoir rencontré des personnes dans le même état d'esprit qu'eux. Presque autant (47 %) ont indiqué qu'ils passaient beaucoup de temps avec des personnes de milieux différents et d'âges différents et un quart (26 %) ont rapporté avoir noué des amitiés proches grâce à FS. Pour 16 %, FS a contribué à relever leur confiance en soi. Parmi les commentaires des participants relatifs à ces aspects, l'on trouve :

« [Il s'agit] ... d'un bon moyen de pouvoir rencontrer des gens, de pouvoir faire une différence dans les vies des gens d'ici. Savoir qu'il y a toujours quelqu'un prêt à donner un coup de main [...] » ou « Je pense que l'une des meilleures choses qui ressort de FS est le fait de se faire des amis ... Je pense que beaucoup d'amitiés se sont nouées autour de FS. »

L'engagement accru au sein de sa communauté constitue la deuxième raison la plus fréquemment avancée à propos de l'adhésion à FS et les participants ont indiqué l'existence d'importants bénéfices dans ce domaine. Pour 42 %, ils avaient le sentiment que cela leur permettait de « bouger » plus au sein de leur communauté. Un membre a affirmé :

« Ayant emménagé dans ce quartier depuis seulement un an et demi, c'était sympa d'avoir la possibilité d'accéder à la communauté locale et à mes voisins. » Et un autre : « Cela m'a engagé auprès d'autres que je n'aurais pas rencontrés et m'a fait visiter des endroits que je n'aurais pas vus autrement. » Ceci n'est pas insignifiant, étant donné les niveaux d'infirmité et de besoin en soutien de beaucoup de participants.

En plus d'accroître l'engagement au sein de la communauté, un tiers des participants a adhéré en vue d'améliorer le quartier de manière générale. En illustration de ceci, 47 % des personnes interrogées avaient le sentiment que FS avait contribué à faire de leur quartier un endroit meilleur à vivre et qu'ils avaient réussi à faire une différence au sein de leur communauté. Une grande part de cela semble découler du succès des ponts jetés par delà les clivages sociaux et générationnels aboutissant à la rencontre d'écoliers et de personnes âgées au sein de foyers d'hébergement comme l'explique le coordinateur : « *Beaucoup de personnes âgées ne voient pas souvent leurs petits-enfants. La participation des écoles a contribué à réduire ce fossé et à leur redonner confiance en la jeunesse.* »

10 **3.3. Citoyenneté politique**

Quelque peu imbriquée avec la section précédente à propos de l'engagement accru au sein de la communauté, les bénéfices que peuvent tirer des banques de temps en termes de citoyenneté politique apparaissent également dans l'étude. Plus d'un tiers (37 %) des personnes interrogées ont affirmé que FS les avait aidées à devenir plus impliquées dans les groupes locaux, organisant des événements et ainsi de suite, en développant les compétences, la confiance et les contacts nécessaires.

Par ailleurs, pour certains membres, il est important de mettre en pratique ses idéaux et ses conceptions lors de la participation à FS (21 % des personnes interrogées partageaient ce sentiment), ce qui est également lié aux points évoqués ci-dessus, relatifs à l'amélioration des quartiers. Ces conceptions sont celles de l'égalité, de l'esprit communautaire et de contournement du marché monétisé. Les participants les décrivent ainsi :

« *Des personnes égales travaillant ensemble afin d'améliorer l'esprit communautaire.* »

« *Les systèmes de soutien social font défaut. L'accès à certains services est cher et donc inaccessible. Les banques de temps – pourvu qu'ils aient une palette large de savoir-faire proposés – permettent aux personnes d'accéder aux services / aux choses hors de portée autrement.* »

« *Lorsque des individus membres d'une communauté peuvent s'entraider et se soutenir, ils contribuent à la souder. Une amélioration massive et sans échanger un sou.* »

Les compétences échangées au sein d'une banque de temps constituent souvent un travail quotidien de reproduction sociale – discuter, tenir compagnie, partager des savoir-faire, conduire des personnes, etc. – traditionnellement non valorisé par l'économie de marché. Mais au sein de ce système, les fournisseurs de ces compétences jouissent d'un statut égal à celui de professionnels. Pour certains membres (16 %), FS a été un moyen utile offrant une reconnaissance pour une partie du travail non rémunéré effectué : « *Il valorise des compétences (comme la serviabilité, l'écoute, etc.) qui sont sous-évaluées dans le monde commercial.* » Ceci a une valeur particulièrement pour les femmes qui traditionnellement fournissent la grande partie du travail non rémunéré nécessaire à l'entretien domestique et communautaire.

3.4. Barrières à franchir

Les principales barrières qui se dressent devant la banque de temps sont relatives à des questions internes de niveaux de financement et de personnel. Un niveau élevé d'*input* est nécessaire afin d'étendre avec succès le programme à des groupes de résidents socialement exclus et d'assurer leur engagement continu, mais l'insécurité financière à court terme met constamment en péril les gains acquis. Il y avait également une tendance des participants à vouloir plus offrir des services que d'en recevoir, produisant une stagnation du programme et un déclin de la réciprocité. Une autre difficulté majeure était la politique gouvernementale des allocations d'invalidité. À l'heure actuelle, la participation à une banque de temps est vue comme étant un engagement actif de travail, ce qui disqualifie les bénéficiaires de ces prestations et les empêche de participer. Or, la présente étude a montré que pour de nombreux participants, cette implication dans la banque de temps a été comme une thérapie occupationnelle qui, de surcroît, revigore de manière vitale l'estime de soi et la confiance, les compétences et les réseaux de soutien social, avec tous les bénéfices en termes de santé – et en termes économiques – que cela sous-entend. Enfin, bien que le gouvernement ait déclaré non imposable la banque de temps en ce qui concerne l'échange de services, l'échange de biens dans la banque peut être imposé ou mettre en péril le droit aux prestations sociales. Ceci empêche la banque de temps d'utiliser des biens donnés – par exemple, ordinateurs remis à neuf, billets de cinéma, etc. – comme récompenses de la participation, une technique incitative ayant fait ses preuves aux États-Unis pour ce qui est de l'implication des jeunes (Cahn, 2000).

4. Conclusions

L'évaluation présentée ci-dessus révèle que la banque de temps Stonehouse Fair Shares a rencontré un large succès du point de vue de ses objectifs d'amélioration des capacités de ses membres à exercer leur citoyenneté économique, sociale et politique ; et, bien que l'échelle de ses activités soit petite, les impacts sur ses membres en termes d'inclusion sociale ont été significatifs. Il ne serait pas faux de dire que l'impact majeur de la banque de temps était culturel et symbolique – certaines personnes ont apprécié ce qu'elle représentait et étaient contentes de savoir qu'elle existait même si leur recours y était rare (Jacob *et al.*, 2004). Une stabilité financière et un changement de politique gouvernementale visant à encourager les bénéficiaires de prestations sociales à participer dans les banques de temps abaisseraient les principales barrières qui se dressent devant l'initiative.

La présente étude contient un certain nombre d'enseignements pour les discussions plus larges sur les monnaies communautaires, l'inclusion sociale et les communautés viables. Les monnaies communautaires sont des innovations en matière d'infrastructure sociale : ce sont de nouvelles institutions répondant aux besoins sociaux, économiques et environnementaux ; ce sont de nouveaux « systèmes d'approvisionnement » fondés sur des

valeurs différentes de celles du courant dominant – dans ce cas précis, les systèmes et les relations financières. En ce sens, la citoyenneté politique est cruciale : il s’agit d’une expression de valeurs et de croyances relatives aux possibilités d’organisation de la société et de l’économie, du microcosme d’une vision d’une société meilleure, peut-être – une incarnation du capital culturel. Alors que les diverses monnaies communautaires peuvent incorporer une variété de principes et de valeurs, les banques de temps représentent et encouragent spécifiquement l’inclusion sociale, soulignant le développement de réseaux informels de soutien et l’attention sociale. Des systèmes d’échange alternatifs pourraient être développés par le biais de partenariats public-privé incitant à divers types de comportement comme la réduction et le recyclage des déchets, l’utilisation des transports en commun ou de vélos, l’achat de la production locale, etc. L’impulsion nécessaire pour les communautés viables passe par l’action à tous les niveaux de la société : le gouvernement, les entreprises, les ONG et les citoyens. La présente étude a montré qu’au sein d’un cadre politique habilitant, les systèmes de monnaies communautaires présentent un potentiel devant être développé comme un puissant outil nouveau au service de communautés florissantes, inclusives et viables.

L’étude a également posé des questions à propos de la nature du travail utile et valorisé. La politique gouvernementale sur la question de l’exclusion sociale est actuellement focalisée sur le développement de « passerelles vers l’emploi », véhiculant l’idée que le « travail paie » et éliminant le marché du travail informel (payé de la main à la main) (SEU, 2004). Or, l’étude a montré que l’échange informel – non pour de l’argent mais pour une récompense et une reconnaissance d’une autre nature – fournit les fondements d’une vie de quartier inclusive, de laquelle les communautés viables sont entièrement dépendantes. Si chaque activiste communautaire devait être encouragé ou forcé (par la menace de suspension des allocations) d’aller vers l’emploi formel, qui resterait-il pour animer les groupes communautaires, prendre soin des enfants et des personnes âgées et pour s’engager en tant que citoyen actif au sein de la communauté (Burns *et al.*, 2005 ; Williams 2004) ? Il est temps que le gouvernement reconnaisse et apprécie l’apport en temps et en énergie que des milliers de citoyens consacrent à leur(s) communauté(s), œuvrant pour le développement durable et l’inclusion sociale, et qu’il adopte des moyens nouveaux encourageant plutôt que freinant ce type de comportement. Les banques de temps démontrent qu’un tel système est possible : le défi que le gouvernement doit relever aujourd’hui est l’adoption de ces principes reconnaissant et récompensant le travail socialement utile pour nourrir des communautés réellement viables.

35

40 BIBLIOGRAPHIE

- BOYLE D., (1999), *Alternative Currencies, Alternative Identities*, Centre for Reform Paper n° 5, Londres : Centre for Reform.
- BURNS S., (2000), « New Economy, New Equality : The Need to Recognise the Value of Unpaid Work », *New Economy*, vol. 7, n° 2, pp. 111-113.
- 5 BURNS S., SMITH K., (2004), *Co-Production Works ! The Win-Win of Involving Local People in Public Services*, Londres : New Economics Foundation.
- BURNS S., CLARK S. et BOYLE D., (2005), « The Downside To Full Employment », Londres : New Economics Foundation.
- 10 CAHN E., (2000), *No More Throwaway People : The Co-Production Imperative*, Washington DC : Essential Books.
- CAHN E., ROWE J., (1992), *Time Dollars : The New Currency That Enables Americans to Turn Their Hidden Resource – Time – Into Personal Security and Community Renewal*, 2 édition, Chicago : Family Resource Coalition of America, 1998.
- 15 DAVIS-SMITH, J., (1998), *The 1997 National Survey of Volunteering*, Londres : National Centre for Volunteering.
- DEFRA (Department for Environment, Food and Rural Affairs), (2005), *Securing The Future : Delivering UK Sustainable Development Strategy*, Norwich : The Stationery Office.
- DEPARTMENT OF HEALTH, (2005), *Independence, Wellbeing and Choice: Our Vision for the Future of Social Care for Adults in England*, Livre vert, Londres : Her Majesty's Stationery Office.
- 20 DOUTHWAITE R., (1996), *Short Circuit : Strengthening Local Economies for Security in an Unstable World*, Totnes (Devon) : Green Books.
- GIMENO I. G., (2001), « A Time Bank Based in a General Practice : A Qualitative Study of Members' Early Experiences », Mémoire de master non publié, University of London.
- 25 JACOB J., BRINKERHOFF M., JOVIC E. et WHEATLEY G., (2004), « The Social and Cultural Capital of Community Currency : An Ithaca Hours Case Study Survey », *International Journal of Community Currency Research*, vol. 8 ; <http://www.geog.le.ac.uk/ijccr>
- MACGILLIVRAY A., WESTON C. et UNSWORTH C., (1998), *Communities Count ! A Step-by-Step Guide to Community Sustainability Indicators*, Londres : New Economics Foundation.
- 30 MARSHALL T. H., (1950), *Citizenship and Social Class, and Other Essays*, Cambridge (Massachusetts) : Cambridge University Press.
- MASON J., (1996), *Qualitative Researching*, Londres : Sage.
- 35 ONS (Office of National Statistics), (1998), *Living in Britain : Research from the 1996 General Household Survey*, Londres : The Stationery Office.
- ONS (Office of National Statistics), (2000), *Regional Trends 35*, Londres : The Stationery Office.
- OPCS (Office of Population Censuses and Surveys), (1993a), *1991 Census : Report for Great Britain Part 1*, vol. 1, Londres : Her Majesty's Stationery Office.
- 40 OPCS (Office of Population Censuses and Surveys), (1993b), *1991 Census : Report for Great Britain Part 2*, Londres : Her Majesty's Stationery Office.
- OPCS (Office of Population Censuses and Surveys), (1994), *1991 Census : Key Statistics for Local Authorities*, Londres : Her Majesty's Stationery Office.

- ROOM G. *et al.*, (1992), *National Policies to Combat Social Exclusion*, EC Observatory on Policies to Combat Social Exclusion, deuxième rapport annuel, Bruxelles : Commission européenne.
- SAYER A., (1992), *Method in Social Science : A Realist Approach*, 2^{es} édition, Londres : Routledge.
- 5 SEU (Social Exclusion Unit), (2001), *A New Commitment to Neighbourhood Renewal : National Strategy Action Plan*, Londres : Social Exclusion Unit.
- SEU (Social Exclusion Unit), (2004), *Jobs and Enterprise in Deprived Areas*, Londres : Office of the Deputy Prime Minister.
- 10 SEYFANG G., (2002), « Tackling Social Exclusion with Community Currencies : Learning from LETS to Time Banks », *International Journal of Community Currency Research*, vol. 6 ; <http://www.geog.le.ac.uk/ijccr>
- SEYFANG G., (2003), « Growing Cohesive Communities, One Favour at a Time : Social Exclusion, Active Citizenship and Time Banks », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 27, n° 3, pp. 699-706.
- 15 SEYFANG G., (2004), « Working Outside the Box : Community Currencies, Time Banks and Social Inclusion », *Journal of Social Policy*, vol. 33, n° 1, pp. 49-71.
- SEYFANG G., SMITH K., (2002), *The Time of Our Lives : Using Time Banking for Neighbourhood Renewal and Community Capacity Building*, Londres : New Economics Foundation.
- STANLEY L., WISE S., (1993), *Breaking Out Again*, Londres : Routledge.
- 20 STRINGER E., (1996), *Action Research : A Handbook for Practitioners*, Londres : Sage.
- TIME BANKS UK, (2001), « Statement of Values ».
- TIME BANKS UK, (2005), « Welcome to Time Banks UK » ; <http://www.timebanks.co.uk>
- VAN SAMBEEK P., KAMPERS E., (2004), *NU-Spaarpas : The Sustainable Incentive Card*, Amsterdam : Stichting Points.
- 25 WALKER P., LEWIS J., LINGAYAH S. et SOMMER F., (2000), *Prove It ! Measuring the Effect of Neighbourhood Renewal on Local People*, Londres : New Economics Foundation, Groundwork et Barclays PLC.
- 30 WILLIAMS C. C., (2004), « Compensating Resident Involvement : The « Just Rewards » Campaign in the UK », *Planning, Practice and Research*, vol. 19, n° 3, pp. 321-327.